

## L'établissement définitif des réfugiés arméniens au Liban dans les années 1920 et 1930

**Vahé Tachjian**

*Arrivée massive des réfugiés arméniens : genèse du projet visant à l'établissement définitif*

La présence d'environ 200 000 réfugiés arméniens dans les pays du Proche-Orient était devenue, au début des années 1920, un enjeu politique qui ne pouvait laisser indifférentes les puissances régionales et internationales. Ainsi, des dizaines de milliers de personnes avaient dû quitter leurs logements d'origine et se trouvaient désormais dans un environnement différent, voire étranger. Or, dans les relations internationales, il est avéré que la présence massive d'un groupe de réfugiés peut avoir un impact direct sur le milieu politique, social et économique des pays d'accueil. Ainsi, d'une part, l'installation de ces réfugiés était susceptible de raviver des tensions ethniques et religieuses, compte tenu du fait qu'on pouvait toujours trouver des groupes qui seraient hostiles à l'entrée des "étrangers" dans leur environnement local, et d'autre part, ces mêmes réfugiés pouvaient être instrumentalisés par des forces locales à des fins stratégiques variées.

C'est précisément dans ce contexte général qu'a eu lieu l'établissement des réfugiés arméniens au Liban, sujet traité dans ce chapitre. Avant d'en aborder les différentes étapes, il est nécessaire d'avoir un bref aperçu de l'évolution des événements à partir de la fin de 1921, date à laquelle les Arméniens fuyant la Cilicie, se réfugient en masse en Syrie et au Liban.

Le Haut-Commissariat français, l'institution militaro-administrative qui régnait sur la Syrie et le Liban et qui siégeait à Beyrouth, était contre l'évacuation des Arméniens de Cilicie ; les responsables français avaient alors tout lieu de craindre que l'installation en masse de réfugiés, en grande majorité chrétiens, ne devienne source d'agitations communautaires en Syrie et au Liban et n'y mette en péril le nouveau pouvoir français. Mais la résolution des Arméniens de quitter ces régions avant l'arrivée des Turcs est alors tellement forte que les différentes mesures dissuasives prises par les autorités françaises, à la demande express du Haut-Commissariat de Beyrouth, n'ont aucun effet sur les masses. Dans ces conditions, les responsables français organisent contre leur gré, l'exode des Arméniens vers la Syrie et le Liban<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Vahé Tachjian, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie : aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak (1919-1933)*, Paris, Éditions Karthala, 2004, pp. 168-171.

Or, une fois l'arrivée de ces réfugiés dans les territoires syriens et libanais acquise, le Haut-Commissariat français s'efforce toutefois d'en tirer profit et de répartir cette population en fonction de sa politique de peuplement visant à renforcer sa présence dans ces pays.

En revanche, le principe d'une installation définitive des réfugiés au Liban et en Syrie n'a pas été, de manière générale, du goût des dirigeants arméniens. On est à une époque – au début des années 1920 - où il est encore question dans les cercles internationaux, de l'éventuelle création d'un foyer national pour les Arméniens. Même si la zone géographique où celui-ci pouvait être fondé n'est pas précisée, cela n'empêche pas les responsables arméniens, au début des années 1920, d'espérer un possible regroupement des réfugiés dans une zone particulière de la Turquie, dans laquelle les Arméniens pourraient vivre sous la protection des puissances occidentales. Il est vrai que dans l'esprit des Arméniens de l'époque, les territoires syriens et libanais étaient considérés comme étant le prolongement de l'Empire ottoman, où les Arméniens avaient vécu toutes les épouvantes du génocide. Autrement dit, ils n'étaient pas encore persuadés que dans ce nouvel environnement libano-syrien leur sécurité pouvait être assurée. Néanmoins, la Cilicie et Smyrne, les deux endroits où il y avait une forte concentration de survivants arméniens durant l'après-guerre, s'étaient entièrement vidés de leur population chrétienne et étaient passés sous le contrôle des kémalistes. Istanbul restait la seule ville où une population arménienne compacte vivait encore, sous l'autorité sans partage des nouveaux maîtres de la Turquie.

L'évolution néfaste de la situation géopolitique de la région, aux dépens des projets arméniens visant à un regroupement national, devient davantage flagrante, lorsqu'en juillet 1923, le traité de Lausanne est signé entre les grandes puissances occidentales et le nouvel État turc. Il devient désormais évident pour les Arméniens, que le monde occidental avait cédé devant l'intransigeance turque et qu'il n'y avait plus aucun espoir de création d'un foyer national.

Cette situation n'a évidemment pas été sans causer des soucis aux responsables arméniens ; ils étaient désormais en charge de quelques dizaines de milliers d'orphelins et de réfugiés, dispersés dans les pays du Proche-Orient et en Grèce. On était alors à une époque où d'autres bouleversements, notamment l'émergence de l'Arménie soviétique, avaient fini par briser le fragile consensus créé chez les Arméniens après la Première Guerre mondiale. La soviétisation de l'Arménie avait entraîné l'exode des cadres de la Fédération révolutionnaire arménienne (Dachnak), qui cherchaient aussitôt à s'enraciner dans les communautés arméniennes en formation, en Syrie, au Liban et en Grèce, pour mener la lutte contre le régime des Soviets. Autrement dit, la stratégie des Dachnaks s'opposait directement à celle des

Soviétiques, qui essayaient eux-mêmes d'acquérir une certaine influence dans les nouveaux pays d'installation des réfugiés. C'est pourquoi, dès le début des années 1920, l'espace proche-oriental devenait le théâtre d'une lutte d'influence entre les différentes formations politiques arméniennes. Il y avait d'un côté les Dachnaks, qui refusaient de reconnaître la soviétisation de l'Arménie, et de l'autre les partisans des Soviétiques ou ceux, diamétralement opposés à l'idéologie communiste, qui pensaient toutefois que la coopération avec le nouveau régime pourrait profiter à tous les Arméniens.

Or, pour les organisations arméniennes de la diaspora, toutes tendances confondues, les rescapés dispersés au Proche-Orient et en Grèce représentaient l'avenir de la nation. Il était prioritaire de leur trouver un environnement où ils pourraient évoluer dans un esprit national, utiliser la langue arménienne, se marier entre eux et former des familles arméniennes. Cette conception, solidement ancrée dans les esprits du temps, faisait l'unanimité dans toutes les couches de la nouvelle diaspora et était considérée comme étant le chemin pouvant conduire à la renaissance de la nation<sup>2</sup>.

Pendant, cet objectif était très difficile à atteindre pour une nation désormais sans État et sans terre. Les pays d'accueil du Proche-Orient et d'Europe ne répondaient pas à leurs préoccupations nationales. Il était donc naturel que l'alternative offerte par l'Arménie soviétique attire l'attention de toutes les organisations arméniennes de la nouvelle diaspora. Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> décembre 1922, lors de la visite à Moscou de Mikayel Papadjanian, membre du conseil central de l'UGAB<sup>3</sup>, des contacts importants sont noués entre les dirigeants soviétiques et des responsables de la diaspora. Ce notable arménien du Caucase, ancien député à la Douma russe, installé à Paris depuis la prise du pouvoir par les Soviétiques y rencontre notamment Lévon Karakhan et Sahag Ter Gapriélian, représentants de l'Arménie soviétique à Moscou, ainsi que Loukachine (Srabionian), président du conseil des commissaires, et Achot Hovhannissian, premier secrétaire du parti communiste d'Arménie<sup>4</sup>. Papadjanian entend pour la première fois de la bouche des responsables soviétiques leur souhait de voir s'installer en Arménie, des réfugiés et des orphelins. Il se met même d'accord avec eux pour le rapatriement des orphelins arméniens les plus âgés des établissements de Beyrouth, d'Alep et de Jérusalem. Les cadres soviétiques exigent toutefois, très clairement, que

---

<sup>2</sup> Archives Bibliothèque Nubar, archives de l'Union, correspondance du siège, vol. 26, "Motion" signée par le Conseil du Patriarcat, l'Union Nationale Arménienne, le Comité de Secours National, L'Union Générale Arménienne de Bienfaisance, 8 juin 1918, Le Caire, ff° 387-388.

<sup>3</sup> Union Générale Arménienne de Bienfaisance.

<sup>4</sup> Bibliothèque Nubar / Archives de la DNA, n° 13, Rapport présenté à la Délégation Nationale Arménienne (DNA) sur la mission de Papadjanian à Moscou, 16 mars 1923, Paris.

cette coopération humanitaire exclut toutes les organisations attachées à la Fédération révolutionnaire arménienne (Dachnak) ou des membres de ce parti<sup>5</sup>.

Le voyage de Papadjanian est suivi de celui de Yessayi Garikian, un autre membre de l'UGAB, qui participe à Érévan, en octobre 1923, au congrès du "Comité d'aide à l'Arménie" (*Hay Oknoutian Gomidé*, ou HOG), au cours duquel les responsables soviétiques confirment leur accord pour l'installation des orphelins en Arménie<sup>6</sup>. Il semble que les impressions éminemment positives émises par Garikian devant le conseil central aient persuadé définitivement les dirigeants de l'UGAB, d'une possible coopération avec les Soviétiques sur la question des orphelins. Dans ces conditions, le 25 octobre 1924, 250 orphelins de l'UGAB embarquent à Jaffa, en Palestine, sur un bateau soviétique, à destination de l'Arménie<sup>7</sup>. Quant au transfert massif de réfugiés, il fut envisagé que le Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les réfugiés prenne en charge cette vaste opération de peuplement.

Il n'y a pas lieu d'examiner ici en détail cet épisode du transfert de réfugiés en Arménie soviétique. Il faut cependant souligner que ce projet, pour des raisons diverses, s'est soldé par un échec. D'une part, les puissances occidentales semblaient peu disposées à financer un vaste projet parrainé par la SDN (Société des Nations) visant à la reconstruction d'une partie de l'URSS, rivale idéologique des puissances capitalistes de l'époque et d'autre part, toute coopération humanitaire engagée par des organisations et des institutions internationales basées en dehors de l'espace soviétique, avec le régime communiste, se heurtaient à des barrières idéologiques rendant souvent impossible la réalisation du transfert des réfugiés en territoire arménien. C'est pourquoi, dans les années 1920 et 1930, le nombre total de réfugiés ayant été transférés en Arménie soviétique ne dépassaient pas les 10 000 personnes. La majorité d'entre eux provenaient des camps de réfugiés situés en Grèce.

Tout cela montre que, durant la première moitié des années 1920, la présence des réfugiés arméniens en Syrie et au Liban était encore précaire. Il n'était pas du tout acquis qu'ils pourraient s'y établir définitivement. Cela dit, il y avait sur le terrain l'urgence d'engager un vaste programme d'action humanitaire afin d'améliorer les conditions de vie de dizaines de milliers de

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Archives Bibliothèque Nubar, Procès-verbal du Conseil central de l'UGAB du 23 novembre 1923, 43e séance, f° 197.

<sup>7</sup> "Հ.Բ.Ը.Միութիւնը եւ Հայաստան (Վերաշինութիւն, ներդադիւ եւ մշակոյթ)" [en arm., pour "L'UGAB et l'Arménie : reconstruction, rapatriement et culture"], in *Mioutioun*, pp. 65-66, 13<sup>e</sup> année, septembre-octobre 1924, n° 101 ; Archives Bibliothèque Nubar, Archives de l'UGAB, correspondance du siège, vol. 62, lettre n° 23448/46 du comité exécutif du Caire à Boghos Nubar, 12 avril 1924, le Caire, f°106.

réfugiés installés dans des camps. D'autre part, le traité signé à Lausanne venait d'offrir le choix d'un nouveau départ aux milliers de réfugiés arméniens regroupés en Syrie et au Liban. Conformément à l'article 30 du traité, tous les Arméniens se trouvant en Syrie et au Liban, originaires en grande majorité de Cilicie, pouvaient en effet acquérir la nationalité des pays sous mandat français<sup>8</sup>. L'arrêté n° 2825, signé par le haut-commissaire français en Syrie et au Liban, le 30 août 1924, mettait en vigueur cette clause du traité<sup>9</sup>.

*Projet d'établissement définitif : une stratégie politique française ?*

La destination préférée des réfugiés de Syrie et du Liban restait Beyrouth et sa région qui avaient subi de lourdes pertes durant la Première Guerre mondiale : la famine avait causé la mort d'environ un tiers de la population du Mont-Liban. Des villages entiers étaient vidés de leurs populations et il y avait un manque de main-d'oeuvre dans les centres urbains libanais. C'est pourquoi, lorsque les premiers réfugiés arméniens y arrivent, ils n'ont pas de grandes difficultés à trouver de l'emploi. Les chefs chrétiens libanais semblent du reste satisfaits de l'implantation dans le pays de milliers de coreligionnaires venant grossir le nombre des chrétiens du nouvel État libanais. Cette bienveillance des chrétiens libanais se manifeste notamment chez le patriarche maronite, Mgr Hoyek, favorable à l'installation des Arméniens au Liban. En janvier 1922, il reçoit avec tous les honneurs dans sa résidence à *Bkerké*, Sahag II, le catholicos de Cilicie, accompagné d'une délégation arménienne dirigée par le Dr Melkonian<sup>10</sup>. Mais la ruée sur Beyrouth ne tarde pas à créer de multiples problèmes sociaux et sanitaires. La cherté de la vie et la pénurie de logements empêchent les réfugiés à trouver

---

<sup>8</sup> Article 30 du traité de Lausanne (partie I, clauses politiques ; section II, nationalité) : "Les ressortissants turcs établis sur les territoires qui, en vertu des dispositions du présent Traité, sont détachés de la Turquie, deviendront, de plein droit et dans les conditions de la législation locale, ressortissants de l'État auquel le territoire est transféré" (Conférence de Lausanne sur les Affaires du Proche-Orient (1922-1923), Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923, Paris, 1923, p. 12).

<sup>9</sup> *Arev* (journal arménien), 10<sup>e</sup> année, n° 1701, Le Caire, 30 septembre 1924, page 2.

<sup>10</sup> Archives Bibliothèque Nubar, correspondance du Dr Melkonian, lettre n° 19 du Dr B. Melkonian au président de la Délégation Nationale Arménienne (DNA), Beyrouth, le 24 janvier 1922, p. 3. Dr Baghdassar Melkonian (1877- 3 avril 1947) : Arménien catholique, né à Adana. Il a fait ses études à la Faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth. Poursuit des études supérieures à Paris, puis rentre à Beyrouth et travaille lors de la Première Guerre mondiale, à l'université française en tant que médecin-chef de l'armée ottomane à Beyrouth et à Tripoli. De 1919 à 1920, il dirige le service sanitaire des troupes françaises stationnées dans les régions d'Alexandrette et de Tripoli. À la fin du conflit mondial, il préside la branche locale de l'Union Nationale Arménienne et il est nommé représentant à Beyrouth de la DNA. Membre de l'UGAB. Il est mort à Beyrouth.

des logements en ville : la plupart vont s'établir dans les camps, dont le nombre d'habitants s'accroît de jour en jour.

En juillet 1922, on comptait déjà 8 000 personnes regroupées dans des camps juxtaposés à Beyrouth, dans la région de la Quarantaine (*Karantina*)<sup>11</sup>. À la fin de 1922, ils étaient environ 12 000 et leur nombre était en croissance continue<sup>12</sup>.

Cette concentration massive à Beyrouth ne correspondait guère au projet initial du Haut Commissariat qui s'efforçait de disperser les Arméniens sur tout le territoire libanais. Mais, les mesures prises par les autorités françaises dans ce sens restent vaines\*. En vérité, les traumatismes engendrés par la Catastrophe, leur nouvelle vie dans un environnement étranger et parfois hostile, ont conduit les Arméniens à se regrouper et à vivre en communauté dans les grandes villes syriennes ou libanaises. Il est en outre évident qu'en se rassemblant selon leurs origines géographiques et leurs liens de parentés, les réfugiés pouvaient compter encore plus sur l'entraide et la solidarité de leurs compatriotes, socles de la tradition arménienne de convivialité. À ce sujet, en 1925, après avoir visité le camp de réfugiés arméniens de Beyrouth, le Français G. Carle, délégué du Bureau International du Travail (BIT), observe dans un rapport adressé à la SDN :

*Les Arméniens, tant qu'ils ne sont pas arrivés à un certain degré de richesse veulent être groupés entre gens de même race ; ils trouvent dans ces groupements une certaine sécurité : ce sentiment s'explique de la part de populations qui ont toujours vécu dans des milieux qui leur étaient hostiles*<sup>13</sup>.

Dans ces conditions, malgré le manque de débouchés professionnels et la pénurie de logements, Beyrouth continue à attirer les Arméniens au détriment des régions rurales. C'est pourquoi, tout au long des années 1920, on observe une concentration de plus en plus forte des réfugiés à Beyrouth, tout comme à Alep, à Damas et à Alexandrette.

À cette époque, la question essentielle résidait dans la gestion de la présence de ces dizaines de milliers de réfugiés à Beyrouth : cela préoccupait non seulement les responsables arméniens et la SDN mais aussi les autorités françaises et se trouvait à l'ordre du jour du Haut-Commissariat français.

<sup>11</sup> Archives Bibliothèque Nubar, correspondance du Dr Melkonian, lettre n° 84 du Dr B. Melkonian au président de la DNA, Beyrouth, le 15 juillet 1922, p. 3.

<sup>12</sup> *Idem*, lettre n° 115 du Dr B. Melkonian au président de la DNA, Beyrouth, le 15 novembre 1922, p. 4.

\* *Note de l'éditeur : les autorités mandataires ont créé toutefois des colonies agricoles arméniennes dans certaines régions du Liban, notamment au sud, autour de la ville de Tyr.*

<sup>13</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris (MAE), Levant 1918-1940, Arménie, Annexe I du rapport du Dr F. Nansen, SDN, BIT, juillet 1925, "*Rapport de M. Carle sur la situation des Arméniens en Syrie*", f° 224.

Dès la deuxième moitié des années 1920, les responsables français affichaient une réelle volonté en vue de l'établissement définitif des Arméniens dans les territoires sous mandat. En vérité des considérations d'ordre stratégique créaient un réel dynamisme dans la politique des autorités françaises. L'élément arménien était alors devenu un instrument nécessaire au renforcement du pouvoir mandataire français en Syrie et au Liban. Cela s'était notamment vérifié au cours des élections tenues dans les années 1920, qui avaient vu la communauté arménienne voter massivement en faveur des candidats soutenant le régime mandataire. C'est pourquoi, pour la puissance mandataire, la liquidation des camps de réfugiés et l'établissement définitif des Arméniens dans de nouveaux quartiers ou des villages devenaient, au-delà de l'aspect humanitaire, une priorité politique.

Un épisode est révélateur de l'importance que le Haut-Commissariat de Beyrouth accordait à l'établissement définitif des réfugiés arméniens en Syrie et au Liban. Au début de 1926, le projet d'établissement était encore en gestation et le Haut-Commissariat français avait déjà donné son accord à la SDN pour la construction d'habitations en dur pour les réfugiés arméniens. À ce moment, le ministère des Affaires étrangères français, dans une lettre au Haut-Commissariat exprime des réserves, n'hésitant pas à comparer ce projet au programme sioniste entamé en Palestine. Il affirme même, avec une certaine inquiétude, que ce projet est susceptible d'aboutir à la création d'une petite Arménie et peut par conséquent soulever une forte opposition dans les pays sous mandat français. La réponse du Haut-Commissariat mérite qu'on s'y arrête. Face à ces inquiétudes pour le moins déplacées, le Haut-Commissariat se voit en effet contraint de dévoiler devant ses supérieurs hiérarchiques les avantages politiques que le plan d'établissement pourrait offrir à l'autorité mandataire. La lettre de Reffye, le haut-commissaire par intérim, datée du 12 octobre 1926, constitue une synthèse officielle de l'idéologie coloniale française qui, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, s'était servie des réfugiés arméniens à des fins stratégiques :

*(...) Je n'ignore pas que certains éléments gouvernementaux libano-syriens s'opposent systématiquement à toute action d'assistance, en faveur des réfugiés, et spécialement des Arméniens, devenus, cependant, du fait du Traité de Lausanne, leurs compatriotes. Il est néanmoins hors de doute qu'en dépit du bruit que font ces éléments, la grosse masse, même musulmane, ne partage pas cette hostilité.*

*Il me semble, en tout cas, que cette tendance doit être énergiquement combattue ; je ne crois pas que la Puissance Mandataire puisse, sans méconnaître ses devoirs d'humanité et ses intérêts moraux, céder à cette opposition. La France ne peut oublier les encouragements officiels et les*

*facilités spéciales pour se rendre en Cilicie et pour s'y installer définitivement, qu'elle avait accordés, en 1919 et 1920, aux réfugiés en question.*

*L'abandon de la Cilicie, à la fin de 1921, a été la principale cause de leur émigration en territoire syrien. Depuis cette date, l'aide la plus active leur a été apportée, mais elle n'a pas été suffisante (...).*

*En dehors de ces raisons d'ordre moral, nous avons le plus grand intérêt, du point de vue politique, comme du point de vue militaire (...), à essayer de maintenir au Liban, les Arméniens qui s'y sont réfugiés et qui renforceront utilement l'élément chrétien<sup>14</sup>.*

Il est clair que les responsables français souhaitaient alors accélérer les opérations d'établissement définitif des Arméniens. D'autant qu'au cours des années 1920, un mouvement de migration massive vers la France, l'Argentine et le Brésil, avait déjà considérablement réduit le nombre des réfugiés en Syrie et au Liban. Du reste, la France se prononçait officieusement contre le transfert des réfugiés arméniens des territoires syriens et libanais vers l'Arménie soviétique.

Plus encore, d'autres facteurs convergiaient en faveur du projet d'établissement en Syrie et au Liban. C'était le cas notamment de l'échec du projet soutenu par la SDN et animé par Fridtjof Nansen, haut-commissaire de la SDN pour les réfugiés, visant au transfert massif des réfugiés arméniens en Arménie soviétique. Désormais, la SDN pouvait coopérer avec le Haut-Commissariat français en vue de la construction des quartiers arméniens et des colonies agricoles en Syrie et au Liban. Autrement dit, la SDN pourrait désormais devenir le partenaire des autorités mandataires dans la réalisation du projet syro-libanais.

#### *Transfert progressif des réfugiés vers de nouveaux quartiers urbains*

Par l'arrêté n° 694 du 31 décembre 1926, le Haut-Commissariat avait formé un Comité central de secours aux réfugiés arméniens, composé de représentants des différentes organisations et institutions participant à cette opération, auquel étaient attachés trois sous-comités locaux, ceux de Beyrouth, d'Alep et d'Alexandrette<sup>15</sup>. S'occupant des affaires du territoire libanais, le sous-comité de Beyrouth était composé des membres suivants : Privat-Aubouard (président, inspecteur général des services administratifs) ;

<sup>14</sup> MAE, Levant 1918-1940, Arménie, vol. 19, lettre n° 629 de Reffye, haut-commissaire p. i., au ministre des Affaires étrangères, 12 octobre 1926, Beyrouth, ff° 82-83.

<sup>15</sup> MAE, Levant 1918-1940, Arménie, vol. 21, Haut-commissariat français, arrêté n° 694, signé par Ponsot, 31 décembre 1926, Beyrouth, ff° 59-62.

Gausseret (médecin principal, conseiller technique des services d'hygiène et d'assistance publique), Ahdab bey (administrateur de la ville de Beyrouth) ; Georges Burnier ; P. Antoine Poidebard (missionnaire jésuite) ; Charles W Fowle (délégué du Near East Relief) ; Dr. Baghdassar Melkonian (délégué de l'UGAB) ; Raphol (adjoind à l'inspecteur général des services d'hygiène et d'assistance publique) ; Odirot (conseiller pour les travaux publics de Beyrouth). Les autorités françaises prennent alors une première mesure concrète en vue de la réalisation du projet. Ainsi, à la demande du Haut-Commissariat français, le gouvernement libanais débloque, en 1926, la somme de 3 000 000 francs (environ 24 000£), au profit de la construction à Beyrouth de quartiers résidentiels réservés aux réfugiés arméniens<sup>16</sup>.

Le grand succès du Comité central a été sans aucun doute l'achat, au début de 1927, de deux lots de terrains d'une superficie de 14 500 m<sup>2</sup> et 9 000 m<sup>2</sup>, situés sur la colline d'*Achrafiyeh*, à Beyrouth. C'était la première initiative en vue de construire des quartiers urbains dans la capitale libanaise. Les travaux se poursuivent au cours des années 1927 à 1930, permettant aux réfugiés arméniens de s'installer dans les nouveaux quartiers suivants : "Pavillons blancs" ; "Parcelle n° 603" ; Les Pentes (*Haygachèn*, appelé plus tard *Hayachèn*) ; *Ghebeili* (appelé également *Karm Zeytoun* ou *Sepet Dourmaz*)<sup>17</sup>.

À partir du début des années 1930, commence la deuxième phase du projet d'établissement. Le monde entier se trouvait alors en pleine crise économique, et le programme d'établissement des Arméniens au Liban avait besoin d'un nouveau souffle pour redémarrer. La coopération entre les différentes institutions engagées dans le projet d'établissement bénéficie d'un nouveau cadre administratif. En septembre 1930, après le décès de F. Nansen, la SDN a en effet décidé de créer un Office international des réfugiés, rebaptisé deux mois plus tard Office Nansen, qui devait justement s'occuper de l'établissement des réfugiés arméniens<sup>18</sup>. On observe également qu'à partir des années 1930, le contrôle du Haut-Commissariat français sur l'oeuvre de l'établissement des Arméniens se fait plus direct, d'autant plus

<sup>16</sup> Archives Bibliothèque Nubar, rapport de T.F. Johnson, haut-commissaire adjoint pour les réfugiés et chef de la section des réfugiés au Bureau International du Travail, daté du 31 décembre 1926, à Genève, p. 24 ; Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN), mandat Syrie-Liban, 1er versement, cabinet politique, n° 573, "Note au sujet des Arméniens", par le chef de bataillon Demange, chef du SRRL, Beyrouth, octobre 1929, p. 3.

<sup>17</sup> Archives Bibliothèque Nubar, extrait d'un rapport de G. Burnier, 12 février 1927, p. 6 ; Archives Bibliothèque Nubar, lettre du comité d'Égypte au comité d'Alep, datée du 7 juillet 1927 ; Arch. Bibl. Nubar, "Rapport annuel illustré de l'Office International Nansen pour les réfugiés. Représentation en Syrie et au Liban, 1934" rédigé par Georges Burnier, p. 1.

<sup>18</sup> MAE, Levant 1918-1940, Arménie, vol. 24, *Note pour la constitution de l'Office national des réfugiés en Syrie et au Liban*, Pierre Le Nail, 1<sup>er</sup> novembre 1930, Paris, f° 102.

que l'État français était devenu son plus important contributeur : après de longues tergiversations, le Parlement français approuve, en 1930, l'octroi de 3 millions de francs (24 154 £) au profit de l'oeuvre de la SDN pour les réfugiés en Syrie et au Liban<sup>19</sup>.

Cette deuxième phase est marquée par un plus fort engagement de la part des organisations arméniennes. Tout d'abord, ce sont les réfugiés eux-mêmes qui s'organisent sous la forme d'associations compatriotiques. Ils créent ainsi des réseaux d'entraide locaux, régionaux, voire internationaux. Chaque groupe lance sa propre campagne de souscription, les sommes collectées étant directement versées aux projets visant à l'achat de terrain, et à la construction d'écoles ou d'églises dans les nouveaux quartiers urbains de Beyrouth. Les Arméniens font preuve d'une vraie dynamique qui sera un facteur essentiel du succès de cette ultime phase du projet d'établissement.

Au début des années 1930, un Arménien célèbre a attaché son nom au succès du projet d'établissement des réfugiés arméniens au Liban. Il s'agit de Calouste Gulbenkian qui, dès octobre 1930, prend la présidence de l'UGAB, et donne aussitôt un nouvel élan à l'oeuvre humanitaire entreprise dans les territoires syriens et libanais. En juin 1931, ce magnat du pétrole convoque dans sa résidence parisienne, Henri Ponsot, haut-commissaire français en Syrie et au Liban, ainsi que des responsables du Quai d'Orsay. Les réunions officielles se poursuivent dans les semaines suivantes. Suite à ces négociations qui se déroulent durant l'été 1931, Gulbenkian, au nom de l'UGAB, établit avec ses interlocuteurs les grandes lignes de la participation de son organisation au programme d'établissement définitif des Arméniens dans les territoires syriens et libanais<sup>20</sup>.

Il est vrai qu'au cours des années 1920, l'UGAB avait, par le biais du Comité central des réfugiés arméniens — dépendant de l'UGAB — et présidé par Lévon Pachalian, étroitement collaboré avec les services du Haut-Commissariat français à Beyrouth et avec la SDN dans des projets visant à la construction, en Syrie et au Liban, de nouveaux villages et de nouveaux quartiers réservés aux réfugiés arméniens. Il faut toutefois préciser que les opérations antérieures à 1931 n'ont jamais eu un caractère prioritaire pour le conseil central de l'UGAB. En fait, depuis la mise en oeuvre du projet de construction de quartiers en 1927, la question de l'établissement des réfugiés dans les territoires syriens et libanais avait rarement été à l'ordre du jour des réunions du conseil central parisien de l'organisation arménienne.

---

<sup>19</sup> MAE, Levant 1918-1940, Arménie, vol. 24, télégramme n° 147 de Ponsot au ministère des Affaires étrangères, 6 mars 1930, Beyrouth, f° 40.

<sup>20</sup> Archives Bibliothèque Nubar, Procès-verbal du conseil central de l'UGAB du 1<sup>er</sup> juillet 1931, 211<sup>e</sup> séance, Paris f° 1189.

C'est pourquoi, on a tout lieu de dire qu'on est devant un tournant dans la position des associations arméniennes, et tout particulièrement de celle de l'UGAB, vis-à-vis de la question de l'établissement des réfugiés arméniens. Dans les années 1920, à l'exemple de l'UGAB, certaines organisations arméniennes avaient mobilisé leurs efforts visant à la reconstruction de l'Arménie soviétique. À cet effet, des campagnes de souscriptions avaient été lancées dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis. Des sommes considérables avaient été collectées en faveur de projets de construction sur le territoire arménien et notamment de la fondation de nouveaux villages et de bourgs pouvant accueillir les réfugiés arméniens de la diaspora. Toute l'attention de ces organisations était concentrée sur ces opérations conduites en Arménie soviétique, dont la principale était la construction de *Nubarachèn*. Cependant, cette coopération avec Érévan ne donne pas les résultats escomptés, et pour de nombreuses organisations, elle s'avère être une expérience douloureuse. Ces formations de la diaspora considéraient la reconstruction de l'Arménie comme étant une priorité, mais elles se sont souvent heurtées à l'intransigeance idéologique du régime d'Érévan, à la corruption généralisée et à la bureaucratie omniprésente à tous les échelons des institutions étatiques soviétiques.

C'est pourquoi, tout en poursuivant leur coopération avec Érévan, des organisations arméniennes cherchent, au début des années 1930, d'autres issues pour pouvoir résoudre la question des réfugiés arméniens. C'est notamment le cas de Gulbenkian, qui devenu président de l'UGAB, s'efforce d'infléchir la politique humanitaire de son organisation. Ainsi, il semble être déterminé à collaborer étroitement avec le Haut-Commissariat français pour l'établissement définitif des réfugiés en Syrie et au Liban. Le procès verbal de la réunion du Conseil central du 1<sup>er</sup> juillet 1931 est explicite à ce sujet : "[...] [l'UGAB] participera plus activement à l'oeuvre de l'installation des réfugiés de Syrie, entreprise sous les auspices de la SDN [...]"<sup>21</sup>. Autrement dit, l'organisation arménienne doit désormais davantage investir ses propres moyens financiers et humains dans les opérations destinées à éliminer les camps provisoires de réfugiés et à installer ces populations dans de nouveaux quartiers en dur.

En 1931, on estimait qu'il fallait investir six millions de francs français pour établir, dans les deux années suivantes, environ trois mille réfugiés dans des quartiers en dur, en Syrie et au Liban. Or l'Office Nansen ne détenait que la moitié de cette somme, octroyée, on l'a vu, par le gouvernement français. La SDN comptait sur un prêt de l'UGAB d'une valeur de 10 000 £, garanti et remboursable dans un délai de six ans pour compléter le montage financier.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

Enthousiasmé par le projet, Gulbenkian donne l'exemple devant les autres membres du conseil central de l'UGAB en offrant personnellement la somme de 3 250 £, tout en souhaitant que ses collègues et les amis de l'organisation complètent les 6 750 £ restantes<sup>22</sup>. Le magnat du pétrole intervient également auprès de la Fondation Gullabi Gulbenkian basée aux États-Unis pour qu'elle contribue à la construction de nouveaux quartiers urbains au Liban. Effectivement, cette fondation créée à la mémoire de feu Gullabi, cousin germain de Calouste Gulbenkian, et gérée par les autres membres de la famille, dont Haroutioun et Nersès Gulbenkian verse en mars 1932, la somme de 15 000 \$ (4 109 £) au profit de la construction d'un quartier, à *Bourj Hammoud*, portant le nom de *Gullabachèn*<sup>23</sup>.

Calouste Gulbenkian quitte la présidence de l'UGAB le 22 avril 1932. On a tout lieu de croire que les nouvelles orientations intervenues sous sa présidence dans la politique humanitaire de son organisation avaient irrité au plus haut point les dirigeants communistes de l'Arménie soviétique, si bien qu'il avait été l'objet de virulentes attaques. Ainsi, le 16 octobre 1931, le journal *Sovetakan Hayastan (Arménie soviétique)* publie un discours d'Aghassi Khandjian, secrétaire général du comité central du parti communiste d'Arménie, dans lequel celui-ci attaque directement la personne de C. Gulbenkian et plus spécialement ses projets de construction de quartiers arméniens en Syrie et au Liban. D'après Khandjian, ce projet visait à empêcher la "masse ouvrière arménienne" d'émigrer en Arménie soviétique et de créer un foyer arménien en territoire syrien<sup>24</sup>, servant ainsi les intérêts de l'impérialisme français en Syrie. Dans le même discours, A. Khandjian lance enfin une attaque personnelle contre C. Gulbenkian, qu'il accuse d'avoir élaboré sa stratégie de peuplement arménien en Syrie afin de disposer d'une main-d'oeuvre exploitable à bas prix pour la construction de l'oléoduc syrien dont il était un des maîtres d'oeuvre<sup>25</sup>.

À vrai dire, cette attaque ne marque que le début de la campagne de presse qui se déchaîne contre C. Gulbenkian durant les mois suivants, dans les journaux soviétiques. À travers la personne de Gulbenkian, les dirigeants soviétiques visent en fait la nouvelle politique de l'UGAB, susceptible d'influencer l'orientation humanitaire d'autres organisations arméniennes de la diaspora.

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Archives Bibliothèque Nubar, Procès-verbal du conseil central de l'UGAB du 16 mars 1932, 230e séance, f° 1275.

<sup>24</sup> Garlèn Dallakian, Հ.Բ.Ը. Միութեան նախագահ Գ. Կիւլպենկեանի հրատարականի հարցի շուրջ [en arm., pour À propos de la question de la démission de K. Gulbenkian, président de l'UGAB], Érévan, 1996, p. 48.

<sup>25</sup> *Ibid.*

*Bourj Hammoud et les quartiers situés à l'Est du Nahr Beyrouth*

Vers la fin de 1929, il y a environ quarante mille Arméniens établis au Liban, la plus grande concentration étant à Beyrouth, où résident trente mille Arméniens, dont la moitié se trouve encore dans les camps<sup>26</sup>. Dès 1930, on voit redémarrer à grand rythme le mouvement de transfert de réfugiés des camps vers les nouveaux quartiers situés sur la colline d'*Achrafiyeh*, ainsi que sur les deux rives de *Nahr Beyrouth*, où des constructions venaient d'être entamées. En juin 1930, les autorités mandataires avaient déjà détruit mille baraques dans les camps de Beyrouth. Mais il y restait encore quelques milliers de baraques, chacune d'entre elles étant constituée de quatre à cinq habitants<sup>27</sup>.

À Beyrouth, à partir de 1930, les efforts de l'Office Nansen se concentrent notamment sur les terrains situés au nord-est du *Nahr Beyrouth*, dans un lieu appelé *Bourj Hammoud*, presque inhabité, couvert d'arbres fruitiers, d'arbustes et de marais. Georges Burnier, le chef de l'Office Nansen en Syrie et au Liban ne dissimule guère, au cours de ses entretiens avec des responsables arméniens, les objectifs politiques poursuivis à travers ce plan. Le délégué de la SDN et l'homme de confiance du Haut-Commissariat, envisage d'y construire une ville arménienne de dix huit à vingt mille âmes, en grande majorité des Arméniens, ayant sa propre municipalité<sup>28</sup>. Le projet de *Bourj Hammoud* avait un double avantage pour le Haut-Commissariat : il lui permettait de se débarrasser définitivement des camps de réfugiés de Beyrouth, et de créer tout près de la capitale libanaise une nouvelle circonscription électorale qui serait acquise à sa cause. C'est sur cette base que le programme de construction de *Bourj Hammoud* est engagé. Comme on l'a déjà vu, ce plan avait la bénédiction des dirigeants arméniens qui semblaient être satisfaits de la perspective d'un regroupement de ces milliers de compatriotes dans un nouvel environnement urbain où ils seraient majoritaires. Cela explique sans doute que les unions compatriotiques arméniennes, notamment celles des États-Unis, soient les premières à se lancer dans l'achat de terrains sur les deux rives du *Nahr Beyrouth* et à construire, en étroite collaboration avec Burnier, des quartiers résidentiels.

<sup>26</sup> CADN, mandat Syrie-Liban, 1<sup>er</sup> versement, cabinet politique, n° 573, "Note au sujet des Arméniens", par le chef de bataillon Demange, chef du SRRL, Beyrouth, octobre 1929, p. 7.

<sup>27</sup> MAE, Levant 1918-1940, Arménie, vol. 24, rapport du médecin général Jude, inspecteur général des services d'hygiène et de santé publique, au haut-commissaire p. i., 26 juin 1930, Beyrouth, f° 74.

<sup>28</sup> Archives Bibliothèque Nubar, lettre de H. Topdjian à Vahan Malézián, Beyrouth, le 17 juin 1932; *ibid.*, lettre de H. Topdjian à V. Malézián, le 18 juillet 1932, Beyrouth.

D'une manière générale, la construction des différents quartiers urbains a suivi un processus similaire. Tout d'abord, les unions compatriotiques arméniennes collectaient les fonds nécessaires pour financer l'opération du transfert de leurs compatriotes établis dans les camps de réfugiés vers des nouveaux quartiers urbains. Puis, soutenues et orientées par les responsables de l'Office Nansen, ces organisations acquéraient le terrain où devaient se regrouper les réfugiés. C'est alors que démarraient les travaux de construction : l'Office Nansen fournissait aux réfugiés du béton et du fer avec l'obligation d'en rembourser la contrevaletur au cours des années suivantes. Cette procédure avait pour vocation d'associer les réfugiés aux efforts entrepris en matière de construction et rendait possible l'extension des quartiers au profit d'autres réfugiés. Dans chacun de ces nouveaux quartiers résidentiels, les unions compatriotiques entreprenaient également la construction d'une école et d'une église.

En voici quelques exemples : le premier cas est celui de la construction de *Nor Marach*. L'Union Compatriotique de *Marach* achète en 1929 un terrain d'une superficie d'environ 100 000 m<sup>2</sup> et se lance, dès 1930, dans la construction d'un quartier baptisé *Nor Marach (Nouveau Marach)*, à Bourj Hammoud<sup>29</sup>. Durant les années suivantes, quelques milliers d'Arméniens habitant initialement dans le Grand camp de Beyrouth et originaires notamment de *Marach*, *Zeytoun* et *Findidjak* s'établissent dans ce nouveau quartier<sup>30</sup>. Dans un élan de solidarité et d'entraide, ces réfugiés parviennent à réunir la somme de 800 000 francs pour l'achat du terrain de *Nor Marach*. Cette action obtient aussitôt le soutien de l'Office Nansen, qui fait à cet effet une avance de 400 000 francs. Cette somme devait être remboursée par les résidents du nouveau quartier au cours des trois années suivantes<sup>31</sup>. En 1935, environ huit cents maisons étaient déjà construites à *Nor Marach*, où le nombre d'habitants atteignait quatre mille âmes, dont les deux tiers propriétaires d'un logement. L'Office Nansen avait fourni le ciment et le fer nécessaires à la construction des six cents maisons<sup>32</sup>.

<sup>29</sup> Sissag Hagop Varjabedian, *Հայերը Լիբանանի մէջ* [en arm., pour *Les Arméniens au Liban*], Beyrouth, 1981, vol. III, p. 32.

<sup>30</sup> Krikor H. Kaloustian, *Մարաշ կամ Գերմանիկ* [en arm., pour *Marache ou Kermanig*], New-York, 1934, pp. 836-840.

<sup>31</sup> Archives Bibliothèque Nubar, lettre, Ref. SAC, 1, 1931, "Rapport par le délégué en Syrie du Haut-Commissariat pour les réfugiés sur le progrès de l'établissement des réfugiés arméniens en Syrie, en 1930", daté de 1930, p. 3.

<sup>32</sup> Archives centrales de l'UGAB/Le Caire, Inspection scolaire de Syrie et du Liban, 1<sup>er</sup> sept. 1934 - 20 août 1935, rapport de Mikayèl Nathanian au comité de l'Union d'Alep (le rapport a été préparé à la demande du Lord Mayor's Fund), 25 avril 1935, Beyrouth, *Rapport annuel illustré de l'Office International Nansen ...*, op. cit.

L'autre exemple est celui de la construction de *Nor Hadjin*. La section libanaise de l'Union Compatriotique de *Hadjin* avait envisagé, dès le début des années 1920, la construction d'un quartier réservé à ses propres compatriotes. Le projet ne s'était toutefois pas concrétisé, car les *Hadjiniotes* des États-Unis, principaux bailleurs de fonds de ce plan de construction, étaient alors mobilisés par l'établissement d'un quartier baptisé *Nor Hadjin*, à *Nubarachèn*, en Arménie soviétique. Le projet libanais n'a pas été abandonné pour autant et, à partir de 1930, quelques riches Arméniens originaires de cette ville contribuent avec des donations importantes, à la construction de ce quartier, d'autant que les réfugiés eux-mêmes, comme à *Nor Marach*, avaient cotisé et collecté à cet effet 1 000 livres turques. Parmi les donateurs, il faut notamment citer Gosdantin Guértménian, dont la contribution s'élève alors à 15 000 \$ (3 000 £), ainsi que Haroutioun et Stépan Pilibossian, des États-Unis. L'Office Nansen verse aussi la somme de 3 500 £, qui devrait toutefois être remboursée par les résidents de *Nor Hadjin* dans les années suivantes. Dès lors, rien n'empêchait l'achat d'un terrain de 36 000 m<sup>2</sup> et le début des travaux de construction dans le courant de 1930<sup>33</sup>. En 1935, trois cents maisons étaient bâties à *Nor Hadjin* et la population totale était estimée à mille cinq cents habitants. Cent cinquante de ces maisons avaient été construites grâce au concours de l'Office Nansen<sup>34</sup>.

À partir de 1930 d'autres quartiers sont construits à *Bourj Hammoud* : *Nor Adana*, *Trad*, *Nor Sis*, *Gullabachèn*, *Parechèn*. La construction d'autres logements urbains est achevée à l'ouest de *Nahr Beyrouth* : *Khalil Badawi* (*Remeyl*) et les *Pentes* (sur la colline d'*Achrafiyeh*).

En février 1935, il ne restait plus que mille familles de réfugiés vivant dans des baraques situées à Beyrouth, dans les trois camps juxtaposés de *Yozgat*, *Karantina-Amanos* et *Maslakh*. Ils seront, à leur tour, relogés à la fin des années 1930\*.

### *En guise de conclusion*

L'établissement définitif des réfugiés arméniens au Liban a été un processus pacifique ; il n'a pas donné lieu à des tensions politiques locales.

<sup>33</sup> H. B. Boghossian, *Հաճրի ընդհանուր պատմությունը* [en arm., pour *L'Histoire générale de Hadjin*], Los Angeles, 1942, pp. 758-765.

<sup>34</sup> Rapport de Nathanian au comité d'Alep, daté du 25 avril 1935, doc. cit., "*Rapport annuel illustré de l'Office International Nansen ...*".

\* *Note de l'éditeur : la nuit du 30-31 janvier 1933, un violent incendie consumait les 600 baraques qui restaient dans les camps de Beyrouth. C'est aux lendemains de cet incendie que les derniers habitants des camps "traversaient" le fleuve de Beyrouth et allaient s'installer à Bourj-Hammoud.*

La construction des quartiers urbains à *Bourj Hammoud* – à l’est de *Nahr Beyrouth* – et à *Achrafiyeh* mettait ainsi un terme définitif à l’épopée des camps et des baraques de fortune. Toutefois, ce processus vécu par les Arméniens est un cas rare. Il répondait à l’époque à la volonté politique du Haut-Commissariat français, ainsi que de certains cercles politiques influents au Liban. Dans cet épisode, le dynamisme arménien a également été un facteur essentiel au succès de l’oeuvre humanitaire.

On connaît d’autres cas de réfugiés où les conjonctures politiques, sociales et économiques n’ont pas permis un processus d’intégration et d’établissement définitif sur le modèle arménien. Il ne faut pas aller très loin pour chercher ce genre d’exemple. Dans les années 1970, suite à l’embrasement du conflit israélo-palestinien et au déclenchement de la guerre civile au Liban, des milliers d’autres réfugiés ont afflué à Beyrouth. Ils étaient notamment Palestiniens, mais également des chiites libanais fuyant le sud du pays ou des Kurdes ayant dû quitter des zones de conflits du nord-est de la Syrie ou de l’est de la Turquie. Par un curieux hasard de l’histoire, ces réfugiés seront installés sur les mêmes sites, qui, quelques décennies auparavant, étaient occupés par des Arméniens. C’était le début d’un nouveau drame humain, en tous points semblable à celui vécu par les réfugiés arméniens : édification de nouveaux baraquements dans les camps de *Karantina* et de *Maslakh*, mobilisation des organisations humanitaires internationales, entraide et solidarité au sein des réfugiés.

La nouvelle conjoncture géo-politique était différente cependant, et – respectant les nuances propres à chaque situation – l’arrivée massive de nouveaux réfugiés au Liban a alimenté les antagonismes déjà existants sur la scène politique intérieure libanaise. C’est pourquoi, au lieu de voir un processus d’intégration pacifique, la présence des réfugiés des années 1970 devient aussitôt une source de conflits, voire un important catalyseur de la guerre libanaise.

## Summary

### **The permanent settlement of Armenian refugees in Lebanon in the years 1920 and 1930**

By 1920, the establishment of approximately 20,000 Armenian refugees in Lebanon had become a political game. French authorities and Armenian leaders were against it, the latter still yearning for the creation of an Armenian "homeland" on their ancestral lands. In 1923, the signature of the Lausanne Treaty put an end to this hope and both the French authorities and Armenian leaders organized the exodus of the remaining refugees to Lebanon and Syria.

That year, the sovietization of the Caucasus "Armenia" created a new geopolitical situation. The Dashnak party members left the country, taking cover in the Armenian communities of Syria and Lebanon where they organized their opposition to Soviet Armenia. Meanwhile, the partisans of the latter wished to structure them, according to their own interests. For all Armenians however, these refugees were perceived as representing the future of the nation, and in 1922 communist officials accepted a proposal by Armenian General Benevolent Union (AGBU) leaders to repatriate the refugees/orphans from Beirut, Aleppo and Jerusalem. Only 250 orphans made the trip, and by 1930, 10,000 refugees (mostly from Greece) were repatriated to Armenia. These figures signaled the failure of this policy.

Contrary to the desire of the French authorities who wanted to first spread the refugees in all regions of the country, Armenians had a preference for Beirut and its region. The Christian population and leaders (especially Mgr Hoyek, the Maronite patriarch) viewed the settlement of Armenians whose refuges overwhelmingly consisted of tents in campsites in *Karantina* (north end of the city)\* favourably (12,000 at the end of 1922). Soon however even the French saw their concentration in Beirut favourably, since they represented a docile electorate for candidates sympathetic to French presence, and the urgency of eliminating the tent "cities" had to be dealt with.

In 1926, a "Central Relief Committee" was created whose objective was the construction of new neighborhoods for the refugees. Land was purchased in *Achrafieh* (and later in *Bourj Hammoud*) with money coming from the Lebanese authorities, the League of Nations and Armenian organizations. In 1930, the League of Nations' "Nansen Office" was officially involved in the construction with the financial and direct help of the French government and Armenian organizations. The refugees themselves created "self-help"

---

\* *Editor's note:* see map p. 300.

compatriotic associations which initiated fund-raising campaigns among local, regional and international (i.e. namely American) compatriots. This is how funds were raised for the purchase of more and more land.

After 1930, Calouste Gulbenkian, the president of the AGBU (who resided in Paris and had direct contacts with French officials), played a prominent role in the construction campaign. Contrary to previous tendencies, during his presidency this humanitarian endeavour became a priority to the central body of the AGBU, to the dismay and irritation of the Armenian government.

Here is an example of the construction of *Nor Marach* neighborhood: in 1929, a piece of land (100,000 m<sup>2</sup>) was bought in *Bourj-Hammoud*. When the construction of new houses was achieved (in 1935, 800 homes were built), inhabitants of the camps originating from *Marach* (*Zeytoun* and *Findidjak*) were transferred to *Nor Marach*.

Similar experiences were repeated for the construction of *Nor Hadjin* and *Khalil Badawi*.

*APPENDIX / ANNEXE*





"Jemal Pasha (center forefront), commander of the Turkish Fourth Army in Syria, and Halidé Edib (right forefront), Turkish feminist leader, stand with other dignitaries on the steps of the French College at *Aintoura*, Lebanon. Jemal Pasha had established an orphanage for Armenian children in the college building and had appointed Halidé Edib to be its directress."

Source: Stanley Kerr, *The lions of Marash*, 1973

From: Missak Kelechian Collection



Armenian orphans at *Aintoura*

Source: Aram Andonian, *The memoirs of Naim Bey*, 1920

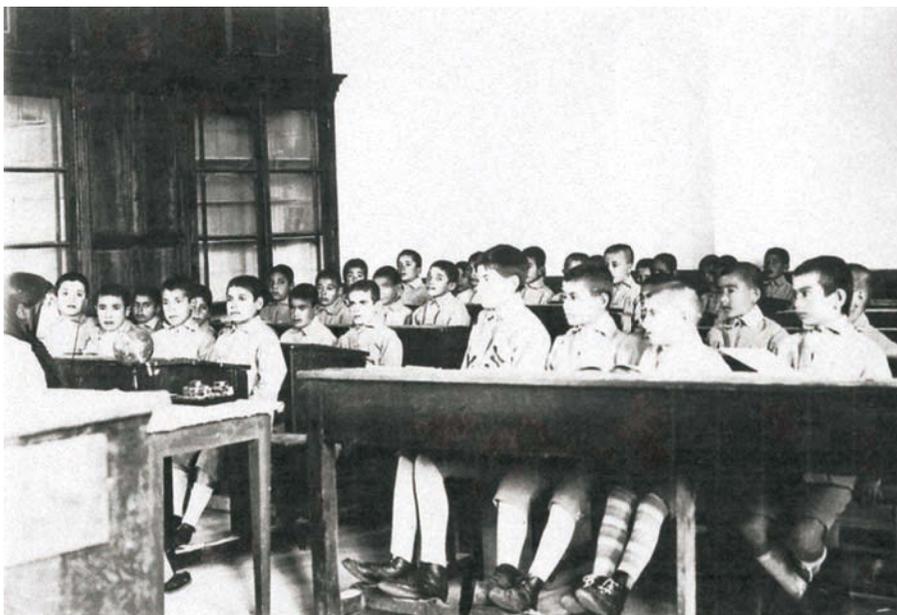
From: Missak Kelechian Collection



*Aintoura* dorm windows, 1916  
*Aintoura* College archives; Missak Kelechian Collection



*Aintoura* dorm windows, 2006  
This picture, taken by Missak Kelechian, shows the same place, i.e. the dormitory turned into class room with the same windows; Missak Kelechian Collection



*Aintoura "Baharan" (shelves), 1916*  
*Aintoura College archives; Missak Kelechian Collection*



*Aintoura "Baharan" (shelves), 2006*  
This picture, taken by Missak Kelechian, shows the same place, the classroom with the same shelves turned into a chemistry lab; Missak Kelechian Collection



Hasan Amdja, Officer in the Fourth Army's General Staff, Inspector for the Settlement of Immigrants. The picture was taken in Damascus.  
Hasan Amdja offered it to Aram Andonian, when they met in Aleppo.

We owe the picture to Vahé Tachjian (Collection Nubar Library Archives/Paris)

144 (144)\*  
 HAROUTIOUN ALBOYADJIAN'S TESTIMONY  
 (Born in 1904, Fendedjak)

A note from Hilmar Kaiser:

In the summer of 1919, before returning to Anatolia College at *Marsovan*, Morley adopted eleven children from the *Aintoura* orphanage, Haroutioun Alboyadjian was one of them. Following the evacuation of *Marsovan*, Haroutioun made his way to Thessaloniki, the new location of Anatolia College. In the spring of 1923, he joined the Armenian Evangelical Union. In June 1925, he saw Morley for the last time. In late autumn 1925, he followed his foster siblings Toros Jamgotchian and Toros Garabedian who had gone earlier to Armenia. The three worked at an orphanage financed by Near East Relief orphanage in Leninakan (Gumru).

Harriet Morley, *Not by bread alone. The life of Bertha B. Morley written for her foster family*, n. p. College Press, 1967, pp. 26-27, 38, 43.

Fendedjak is very near Zeytoun. In 1915, they exiled us from Fendedjak. The end of the caravan could not be seen - it was so long. I don't remember my father. They had taken him to the Turkish army; he never came back. I remember mother was tired of walking. She held my younger sister (*brother*) in her arms. An Arab came, grabbed the child from her hands and disappeared. Then a doctor came; he wanted to take me away. I remember some of us were driven towards the desert of Havran (*better known as Hauran in English*), the other part to Der-Zor. They drove us to the Havran Desert. They killed people before our eyes. I lost my relatives. I remained with my sister Ovsanna and my uncle's wife. They took us to Homs and from there to Mismia. A train came; they said relief would be given, for we were starving. We gathered the wheat grains from the excrements of the horses, washed them then ate them. There was nothing else to do. They gave us a handful of flour. It was as much as a bag of gold. Those who received it were sent to the other side of the train. I got some and called from under the train, "Ovsanna, Ovsanna." I thought that they would give her some as well; I passed beneath the train, but that train moved, another train came and stopped. I jumped to the other side. I looked for my sister; Ovsanna was nowhere. I asked my uncle's wife: "Where's Ovsanna?"

She said: "Someone from the train wanted a child. I gave her to that person."

I cried very much, for they had taken Ester, my little sister from my mother's arms, and now Ovsanna also was gone. After they [had] killed my parents, they took me and other under-age children to Djemal pasha's Turkish orphanage and turkified

---

\* *Editor's Note:* This text is a translation taken from Verjine Svazlian's book *The Armenian Genocide. Testimonies of the eye witness survivors*, (published in Armenian), Armenia, Gitutian Publishing House, 2000. Translations can be found at: <http://www.ermeni.org/turkce/vkayutyun.php?tp=ea&lng=eng&nmb=144> . The remarks in italic in the text are corrections or some additions and explanations made on the basis of the Armenian original.

us. My surname was '535' and my name was Shukri. My Armenian friend also became Enver. They circumcised us. There were many others who did not know Turkish; they did not speak for weeks, with a view to hide their Armenian origin. If the gendarmes knew about it, they would beat them with 'falakhas' (heavy club used as an implement of torture). The punishment consisted of twenty, thirty or fifty strokes on the soles of the feet, or being forced to look directly at the sun for hours. They made us pray according to the Islamic custom, after which we were compelled to say three times 'Padishahim çok yasha!' ('Long live my Sultan!') We were clothed in the Turkish manner, a white robe and a long black, buttonless coat. We had a müdür (head-master) and several khojakhanums (women-teachers). Djemal pasha had ordered that we should be given proper care and attention, since he appreciated the Armenians' brains and graces and hoped that, in case of victory, thousands of Turkified Armenian children would, in the coming years, ennoble (*The Armenian word is uqłnuuğūti, which should rather be translated as "have (or give, learn) good manners" or be "civilized"*) his nation and we would become his future support. Towards that aim Djemal pasha had teachers brought from Constantinople; he had brought doctors, because most of the orphans fell ill with scurvy and died. I was a very feeble, small child.

Our orphanage was about seven miles from Beirut towards Cilicia. It was at the foot of Djyuni - a huge mountain, and it stretched until the building of Antoura, which had a French, semi-independent status. That was why the French, the English, and the Germans had their colleges separate from each other. But each one had already retreated.

We were given little food at our Turkish orphanage. Our gharavanadjis (elder boys) were on duty in the dining-room. One day one of the gharavanadjis, an Armenian boy from Gyurin, saw me while entering the dining-room, held me by the arm and said in Turkish: "Shukri, will you make a belt for me?" I thought: he was a gharavanadji; he might help me in return and give me some more dinner. The building of our orphanage had been a French college, and the French had left it after the war started. There were monasteries surrounding it. Statues, mummies and velvet clothes were found there. That boy from Gyurin brought me some clothes, to make a belt for him with pockets, where he could keep money, for he sold small loaves of bread to the Arabs and received money. One day, at night I thought of climbing to the roof of the building, where a few things might be left by the French, for my father was a blacksmith, and I had taken after him in crafts. I went to the roof. There I found some steel wire. I had no instruments: my instruments were stones. I had neither needle, nor anything. I cut some wire, rubbed it on a stone; the edge became sharp. Then I thought to flatten the other edge with a stone, to butt it, then fold it and then rub it with a piece of glass. I fashioned a hole. I searched and found a broken nib, which was hard and had a sharp point. With it I opened a hole. Now I had a needle. So, I could sew. But there was no thread. I thought of undoing the cloth and spin the thread. I looked through the garbage; I found something like leather. I made a belt with pockets for that Armenian boy. He liked it very much. Now other boys also began asking me to make belts for them. By and by, I began earning money.

One day, Djemal pasha came to the orphanage to see the state of his Armenian boys, who had become Turks. It was one of the Muslim religious holidays. I don't remember - it was either Ghurban Bayram or Ramadan. On those days they gave us good food with meat. Once, when Djemal pasha came, they called me: "'535' - Are you Shukri?"

I said: "I am."

My friend held me and took me to the guests. Djemal pasha asked me: "My son, Shukri, what have you made?"

I had a drawer made by hand and a belt. I showed them to him. He said: "With what instruments are you making them?"

I said: "I have no instruments."

Djemal pasha was astonished. He said with regret: "It's a pity, pay attention to him; he's a gifted child."

It seemed he wanted to transfer me somewhere else, but the Arab Sheriff came. *(The narrator is probably referring to the arrival of Arab forces in Syria and the defeat of the Ottoman army).*

One day, we woke up without the bell ringing; the doors weren't opened. When we opened the doors and went down, we saw there were no Turkish guards or soldiers, no officers, inspectors or teachers; there was no one. There was no one to ring the bell for us to go to the dining-room. Our big boys who had become Turks; our chiefs, had attacked the Kurd Silo and were beating him, and Silo was bellowing like a buffalo. He could hardly free himself from the boys and found refuge in the forest nearby. This was that same Silo, who had said to Khoren over and over: "I have killed ninety-nine Armenians. If I kill you too, that will be one hundred." This was that scoundrel Silo, whom the Armenian orphans had taught a good lesson, feeling free to do so, because not a Turkish officer was left, for they had heard that Beirut would be liberated.

As our orphanage was a military orphanage, we had special rules. Each class had to stand around its table, but there was neither chief, nor corporal or sergeant. All of us were standing and waiting, and there was no bread on the table. Our Erza bey, the pharmacist, came. He had the military rank of major-*physician*, and three Armenian orphans (Ariph and others) helped him. That doctor of ours came. He was walking between the tables up and down. He gave the order, 'Sit down.' We all sat down. He continued going and coming up and down, in deep thought. He came up to our corporal Enver, who was Armenian but he was circumcised and said: "Oglum Enver, senin Ermeni ismin ne idi? (My son, Enver, what was your Armenian name?)."

"Toros idi, efendim (Toros, effendi)", said the boy saluting.

Then he went to the corporal of the next class: "My son, Djemal, what was your Armenian name?"

"Vardan idi, efendim (It was Vardan, effendi)."

Then he came to the others. All the corporals were on foot and said their names. One minute of silence reigned. All of us were waiting...

He said: "Bu günden sonra hepiniz de gene Ermenisiniz (Beginning from this day all of you are Armenians again)." And continued in a sorrowful mood: "As you see

there's no one today of our officers; they are absent. Had I wanted, I might be absent, too. I could go with them, but I decided not to go, not to leave you. It may so happen that they come in a few minutes, put handcuffs on my hands and take me prisoner. But I remained, I didn't leave you. I beg you don't give trouble to the Kurds around you. Continue to live in peace as you have done so. If I were not here; you would not be here either..."

He didn't continue, but later we learned that they had asked the pharmacist (*the pharmacist-physician*) to poison our last supper, but he had refused to obey their order.

And really, soon they came with the Arab Sheriff (*It should be rather said "they came from the Arab Sheriff side,"*) put handcuffs on his hands and took him away. We all were sad and silent. When they were taking him out, he said: "It's a pity that God didn't return to me all the kindness I have done. God blinded my only son, Nedjatli, and I treated you as my own son."

After the glorious victory at the battle of Arara (*Arras*), when Turkey and Germany were defeated, the Armenian volunteers entered Beirut and, together with the French and the English, we said, 'Vive la France' (Long live France). Then the American Red Cross took over our orphanage. After 1919, the American Near East Relief cared for the orphans. There were thirty thousand orphans only in Alexandropol. How many were there in Greece, in Beirut? They sent food to all of them.

When we stopped being Turks, we became Armenian again, our teacher was an Arab woman, but our head-mistress was Miss *Morley*. Armenian teachers also came, such as Vahan Kehyayan and Alanakian, who worked for no pay. Young Armenian teachers also came from Zmmara (*Bzomar*) and other places.

We had a very good life during Miss Morley's time. She was a very lovely, a very attractive American lady, who had devoted her youth to the care of Armenian orphans. She separated the girls from the boys. She became a mother to all of us and all of us will be grateful to her to the end of our lives...

Miss Morley made our orphans' sad life so interesting and so beautiful: it's beyond words. She said: "Each of you make what you can and we'll send them to America to exhibit."

*I was already making belts. She gave me tools and I started to make toys and statues with candle wax. All that was sent to the USA for exhibit. (A missing paragraph in the translation).*

Then, they sent Miss Morley to Aleppo.

One day, they called me to the office and said: "Miss Morley has sent news and asks to send you and four boys to Aleppo. She is calling you to send to Marzvan (*Marsovan*) to study." I was surprised. So, because of my skill, Miss Morley had remembered me and was asking for me.

We set off and reached Aleppo. We went and found Miss Morley. She was going to send us to Marzvan (*Marsovan*), but the Kemalist movement had begun. The roads were closed. We went to Beirut together with the refugees. Then we went to Adana and Samsun. Then we (*I*) went to Greece. There, I graduated from the Agricultural and Technological Institute of Salonica. In 1925, as a specialist, I came to Armenia

bringing with me pure-bred cows, oxen, sheep, pigs, and hens to develop agriculture in Armenia. But our Soviet government not only didn't appreciate my devotion, but plundered me of what I had brought and exiled me to Siberia. After suffering there for five years I returned, but participated in the Patriotic war and was a prisoner in France. There, I found my brother. He said: "Don't go back, stay here." But I didn't stay and came back to my country. I worked as an electrician and created my family. I have three daughters, the eldest works at the watch factory, the second is a lecturer at the Polytechnic Institute, and the youngest is a teacher of music. She teaches the violin. Now, I'm a pensioner.

## La construction des quartiers arméniens



Construction des premiers quartiers résidentiels pour les réfugiés arméniens à Beyrouth à partir de la fin des années 1920. Ici, on voit les Pavillons Blancs, sur la colline d'*Achrafiyeh* (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Le quartier *Nor Sis*, à *Bourj Hammoud*, dans les années 1930 (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Construction du quartier *Paréchèn*, à *Bourj Hammoud*, au début des années 1930  
(coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



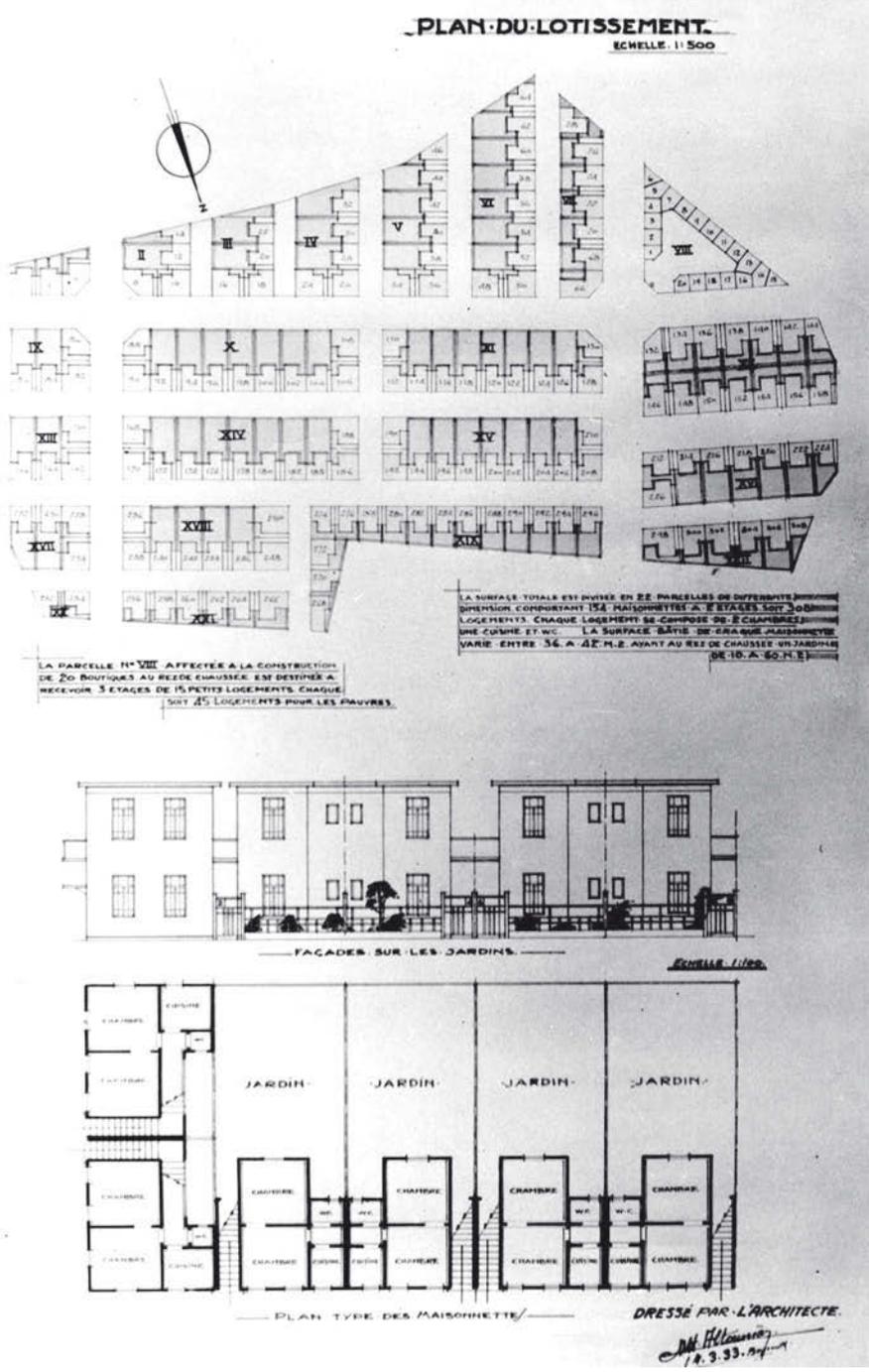
Vue aérienne de Beyrouth, probablement due au P. Poidebard, dans les années 1930  
On y voit les camps de réfugiés et les nouveaux quartiers urbains arméniens situés  
dans la périphérie est de la ville (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris).

**Note de l'éditeur :** Le Révérend Antoine Poidebard (1878-1955), s.j. est né à Lyon en 1878. Personnage atypique, tour à tour missionnaire, diplomate, aviateur, militaire, explorateur, et professeur, il fut surtout connu comme étant le "pionnier de l'archéologie aérienne".

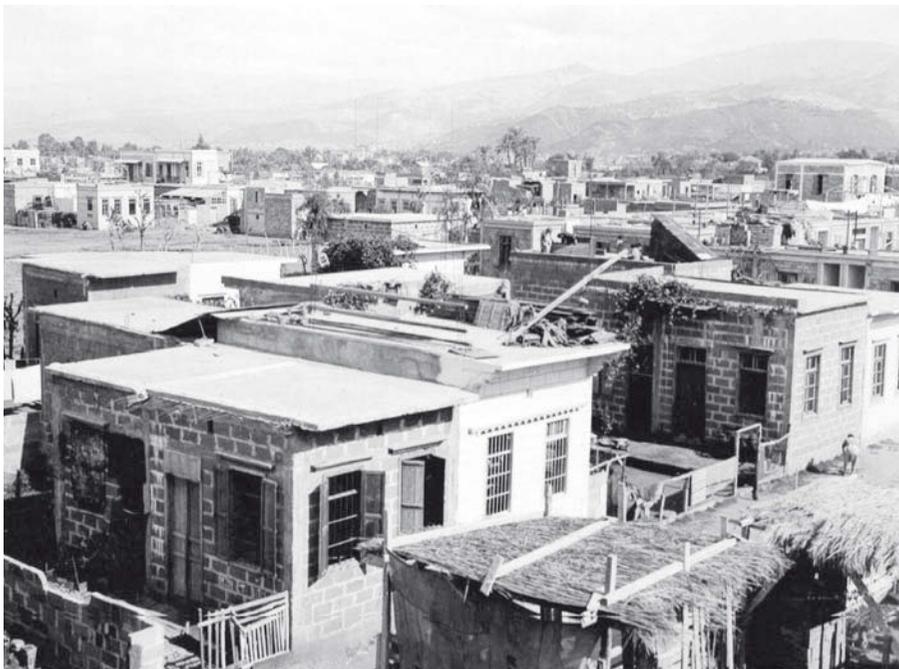
Il avait commencé sa carrière religieuse en tant que missionnaire d'Arménie dans les postes de *Tokat*, *Marsivan*, *Sivas* et *Amassia*. Sa mission était consacrée à l'infirmerie dans les dispensaires...; il apprend l'arménien et le turc, ce qui explique en partie son affectation en 1917 à la Mission militaire française au Caucase où il séjourne pendant près de deux ans.

À partir de 1924, Poidebard s'installe à Beyrouth, et y restera jusqu'à sa mort en 1955. Il anime dans le camp de réfugiés arméniens de *Mar Mikhael* un dispensaire, un ouvroir et un bureau de travail. Pendant 30 ans, il va prendre des milliers de clichés aériens. Un très grand Fonds Poidebard est conservé aujourd'hui à la Bibliothèque Orientale de l'Université St-Joseph de Beyrouth. Pour plus de renseignements, voir le site Internet <http://www.usj.edu.lb/poidebard/vie.htm>

Lire aussi *Aux origines de l'archéologie aérienne, Antoine Poidebard (1878-1955)*, de Levon Nordiguan et Jean-François Salles, Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph, 2000.



Plan du quartier *Gullabachèn*, à *Bourj Hammoud*, dressé par l'architecte *Mardiros Altounian* (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris).



Quartier de *Gullabachèn*, dans les années 1930 (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Construction de l'église à *Nor Marach*. En arrière plan, on voit l'école maternelle du quartier (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Vue de *Bourj Hammoud*, au Liban en 1932 (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Camp de réfugiés arméniens de la Quarantaine, à Beyrouth, photo probablement due au P. Poidebard (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Quartier urbain *Nor Hadjin*, dans les années 1930 (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



Quartier urbain *Nor Marach*, à *Bourj Hammoud*, dans les années 1930 (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)



La situation du camp de Beyrouth en 1925, avant le début des travaux de construction des quartiers arméniens (coll. Archives Bibl. Nubar/Paris)